

LES CANUTS N'AYANT PAS DE VIN, AUX CHARPENNENNES COURENT SOUDAIN, POUR DEMANDER AVEC ÉCLAT, DEUX SOUS DE PLUS AU CONSULAT

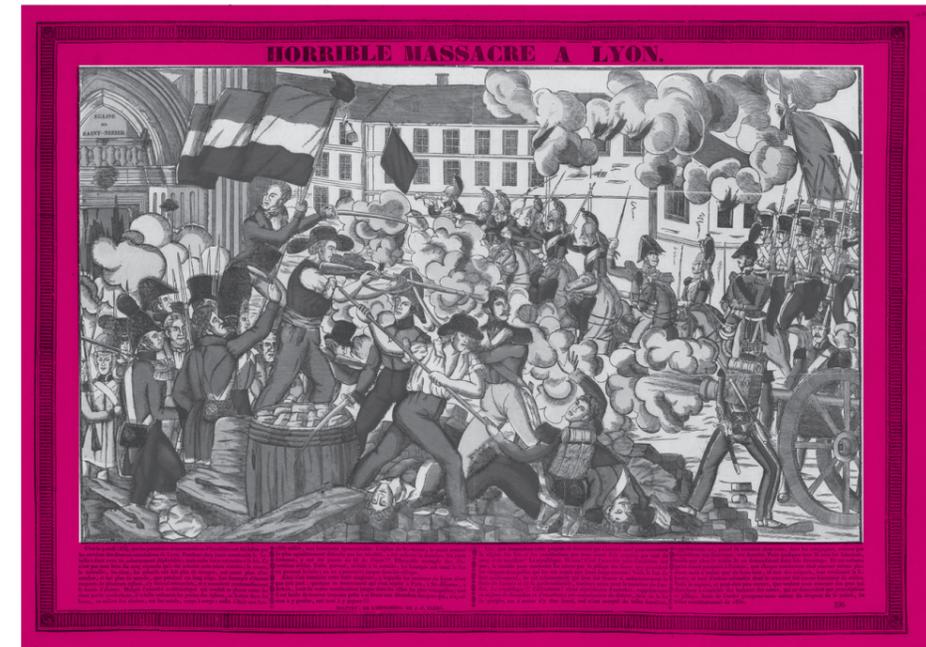
Chant des canuts, 7 août 1786

Terre de liberté, creuset des rébellions : Villeurbanne avant le rattachement au Rhône

Sous l'Ancien Régime et jusqu'à son rattachement au département du Rhône en 1852, Villeurbanne constitue une exception : celle d'une banlieue échappant à la réglementation et au contrôle de la ville centre. Cette frontière qui s'inscrit dans le temps long a des effets sur le plan économique : les faubourgs des Charpennes et des Maisons-Neuves se développent à la fin du 18^e siècle grâce à une fiscalité avantageuse. Mais elle a aussi des effets en matière de police : la franchir pour rejoindre Villeurbanne permet de se mettre à l'abri, quand on tombe sous le coup de la loi lyonnaise, que l'on soit malfrat, protestant ou canut en lutte. Cette situation fait de Villeurbanne notamment de ses deux faubourgs contigus à Lyon, une zone propice à l'organisation de mouvements contestataires. Grenoble, la capitale du Dauphiné, devenue préfecture de l'Isère après la Révolution, s'avère bien éloignée, à deux jours de cheval, pour exercer un contrôle efficace sur ces faubourgs de Lyon. Les Charpennes sont ainsi le point d'ancrage des révoltes des canuts, celle de 1786, mais aussi celles de 1831 et 1834.

Cette géopolitique spécifique fait donc de Villeurbanne à la fin de l'Ancien Régime et durant la première moitié du 19^e siècle une terre de liberté et un creuset de rébellions. C'est pourquoi les autorités Lyonnaises s'efforcent dès la fin du 18^e d'annexer Villeurbanne la Dauphinoise. À défaut d'y parvenir et suite à la révolte de 1831, le Préfet du Rhône propose l'annexion au Rhône. C'est Napoléon III, échaudé par la forte implication de la banlieue est de Lyon en 1848, qui prononce cette annexion le 24 mars 1852 : Vénissieux, Bron, Vaulx-en-Verin et Villeurbanne sont ainsi rattachées à la préfecture du Rhône.

Horrible massacre à Lyon : la révolte des canuts de 1834
Anonyme, estampe collection BNF - Gallica



Les Charpennes : naissance d'un foyer de contestation

Le quartier des Charpennes se développe à partir de la construction du pont Morand sur le Rhône en 1784. Le nom du quartier apparaît dans les archives à la suite de « l'émeute des Charpennes » du 9 août 1786 : les tisseurs ne peuvent plus payer leurs ouvriers qui cherchent alors à s'expatrier, malgré l'interdiction du consulat de Lyon. Quatre canuts enfreignent la règle et rejoignent les Charpennes. Ils y sont arrêtés, puis pendus place des Terreaux, ce qui provoque manifestation des ouvriers et répression. Après la Révolution, le développement du nouveau quartier des Brotteaux favorise celui, contigu, des Charpennes ; au début du 19^e siècle, les premiers ateliers de tissage se déconcentrent depuis la Croix-Rousse. C'est alors un faubourg assez peuplé, à bonne distance de la paroisse historique de Cusset.

changeons la vie ensemble



L'engagement partisan de gauche à Villeurbanne



Charles Hernu : le renouveau de la gauche municipale ?

L'élection en 1977 de Charles Hernu, un proche de François Mitterrand, redonne de l'élan au socialisme municipal. Un programme ambitieux de halte-garderie et crèches est lancé, et sur le plan culturel sont inaugurées l'École de musique (1985) et la Maison du Livre, de l'Image et du Son (1988), l'un des grands travaux présidentiels. Le PS (Parti socialiste) conserve ensuite la majorité municipale, avec Gilbert Chabroux (1990-2001), puis Jean-Paul Bret, ancien adjoint aux affaires sociales et à la culture. La présence de sensibilités issues du PSU (Parti socialiste unifié) et de l'écologie politique colore la politique municipale, avec notamment la mise en exergue des luttes contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes. Dernièrement, Jean-Paul Bret s'est illustré au plan national par son engagement pour l'accueil des migrants.

ce pouvoir municipal progressiste et interventionniste autour de trois priorités que l'on retrouvera par la suite : action sociale, éducation/sport/culture, logement/cadre de vie, avec la création d'un des premiers offices d'habitation à bon marché (HBM). Si Jules Grandclément et son successeur rejoignent le parti communiste lors du Congrès de Tours de 1920, en 1924, c'est un membre de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), le Docteur Lazare Goujon, qui l'emporte. Durant son mandat, le socialisme municipal fait date : construction d'un nouveau centre urbain, de logements sociaux collectifs et pavillonnaires, d'équipements sociaux, culturels et sportifs. Critiqué pour ses dépenses, Lazare Goujon perd en 1935 face à un Parti communiste fortement mobilisé, qui organise début 1936 un congrès historique à Villeurbanne. Sous l'impulsion de l'instituteur Camille Joly, la municipalité organise des assemblées populaires et renforce la politique culturelle à partir des jalons posés précédemment (théâtre populaire, bibliothèque municipale, Université prolétarienne...). Mis hors la loi en 1939, les communistes reviennent en 1945, mais perdent la majorité dès 1947. Lazare Goujon revient au pouvoir avant de céder la place à son premier adjoint Étienne Gagnaire en 1954. Tout en s'inscrivant dans une continuité : financement d'un lycée municipal, faute d'intervention de l'État, accueil de Roger Planchon au Théâtre de la Cité, qui devient TNP (Théâtre national populaire) en 1972... Étienne Gagnaire s'éloigne progressivement de la gauche.

Depuis la création de la SFIO en 1905, le Parti socialiste et la gauche n'ont exercé le pouvoir que pendant un quart de siècle au plan national : le rapport est totalement inversé à Villeurbanne. C'est en 1892, avec l'élection du pharmacien Frédéric Faÿs, qu'apparaît la référence au socialisme à la tête de la municipalité. L'inflexion politique se fait sentir à travers le soutien des chômeurs, des grévistes et des syndicats, qui va devenir une constante des municipalités de gauche successives. C'est avec Jules Grandclément, maire de 1908 à 1922, que se structure

VILLEURBANNE AUTONOME

Annonce de l'enquête publique par la commune de Villeurbanne, 17 avril 1903

Lutte contre l'annexion lyonnaise et pour l'indépendance de Villeurbanne



1856, 1857, 1860, 1874 : autant de dates qui correspondent à des tentatives de la ville de Lyon d'étendre son territoire en annexant Villeurbanne : mais contrairement à Vaise, la Croix-Rousse ou la Guillotière, l'ancienne commune dauphinoise résiste tout au long du 19^e siècle. Seul le parc de la Tête d'Or doit être concédé en 1894, suite à la construction de la ligne de chemin de fer qui l'en sépare du reste de la commune.

Entre 1901 et 1906 se déroule la dernière et la plus sérieuse des offensives de la Ville de Lyon. La décision du cirque Barnum de s'implanter à Villeurbanne, en jouant sur la concurrence fiscale, est le prétexte saisi par le maire de Lyon, Victor Augagneur, pour formaliser auprès du Parlement sa

Francis de Pressensé : un député engagé pour l'autonomie de Villeurbanne

Aristocrate conservateur converti à la cause de Dreyfus, au socialisme et à la défense des ouvriers, Francis de Pressensé a joué un rôle décisif dans l'opposition à cette annexion, compte de tenu de son implication et de son influence en haut lieu. Ayant fait campagne contre l'annexion, il est élu député en 1902, dans une nouvelle circonscription comprenant Villeurbanne. Il assure alors l'adjoint au maire « de son entier et actif dévouement pour (...) Villeurbanne (...) et pour la défense énergique de son autonomie et de son existence individuelle ». Chargé par le Conseil municipal de défendre ses intérêts auprès du Parlement, il parvient à faire durer la procédure et à décourager finalement l'ardeur annexionniste du maire de Lyon.

volonté d'expansion. Les arguments présentés insistent notamment sur le nécessaire contrôle de cette banlieue de 30 000 habitants : « l'existence à ses portes d'une cité industrielle telle que Villeurbanne, sur laquelle elle n'a aucune prise, constitue pour [Lyon] un véritable danger hygiénique, de nature à compromettre la santé même de ses habitants ».

Le maire de Villeurbanne, Frédéric Faÿs, conteste le projet de loi sur le fond : « dans un régime démocratique, il est élémentaire de laisser les populations maîtresses de leur sort, de leur reconnaître le droit de disposer d'elles-mêmes ». Les élus se savent soutenus par la population qui répond présente lors des manifestations publiques qui se succèdent et qui s'exprime massivement contre les « ennemis annexionnistes » lors de deux enquêtes publiques. Malgré un rapport favorable de la commission désignée par la Chambre à l'instauration d'un 10^e arrondissement de Lyon, le projet n'aboutit pas : le député de la circonscription réussit à retarder le processus de décision et le 19 janvier 1906, un décret retire le projet d'annexion du bureau de la Chambre. Les projets expansionnistes de Victor Augagneur auront provoqué l'affirmation d'une identité Villeurbannaise qui s'est prolongée jusqu'à nos jours.

Affiche contre l'annexion de la Ville de Villeurbanne par Lyon,
1902, AMV - Le Rize

LE SERVICE PUBLIC EST TOUJOURS UNE IDÉE NEUVE

Le plus ancien syndicat villeurbannais

Les agents communaux vont se syndiquer sous l'impulsion du maire SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) Jules Grandclément, et créer en 1909 le « Syndicat général des travailleurs et employés municipaux du canton de Villeurbanne » affilié à la toute jeune CGT (Confédération générale du travail).

Ses revendications trouvent un écho dans la presse locale autant que dans les journaux spécialisés (par exemple *L'Écho des travailleurs municipaux*).

En 1922, la division de la SFIO puis de la CGT au plan national se fait sentir localement et un nouveau syndicat voit le jour en 1922 : le « Syndicat unitaire du personnel municipal ». Le maire Jules Grandclément, qui a adhéré au Parti communiste, prend position pour la reconnaissance du seul syndicat unitaire, ce qui provoque une crise au sein de la municipalité et l'organisation de nouvelles élections générales en novembre 1924, remportées par le docteur Lazare Goujon, demeuré à la SFIO. Début 1936, après la réunification, le syndicat CGT du personnel municipal annonce 590 adhésions, un seuil historique qui ne sera, semble-t-il, jamais dépassé.

Dès sa création, le Syndicat général affirme que les revendications du personnel s'inscrivent dans le cadre d'une municipalité ouvrière qu'il s'agit de bien distinguer d'une « municipalité bourgeoise » ou d'une entreprise privée. Le premier adjoint de Camille Joly, Edouard Chambon, rappelle en juin 1936 « que l'administration municipale n'est pas un patron qui réalise des bénéfices ». Les différentes municipalités successives ont ainsi régulièrement soutenu ses militants syndicaux : subventions pour envoyer des délégués dans les Congrès, aides financières ou en nature aux familles de grévistes... De son côté, le Syndicat du personnel municipal multipliera les actions de solidarité avec la population ouvrière, par exemple en faveur des victimes de l'inondation de 1928. Aujourd'hui « Syndicat CGT des municipaux et fonctionnaires territoriaux de Villeurbanne », il continue son œuvre au Palais du travail.



Un palais pour le peuple

Le Palais du travail, situé Place Lazare Goujon dans une aile du TNP (Théâtre national populaire), est le premier bâtiment du quartier des Gratte-ciel. Le projet est lancé en 1927, avec la création d'une association chargée de réunir les fonds nécessaires par le biais d'une souscription publique, à laquelle participera d'ailleurs le Syndicat du personnel municipal. Le jeune architecte Morice Leroux remporte le concours pour concevoir l'édifice dont la première pierre est posée le 20 mai 1928 en présence d'Albert Thomas (alors directeur du Bureau international du travail à Genève). Dédié entièrement aux ouvriers et conçu comme un « véritable temple laïque, centre d'activité intellectuelle, artistique et morale, indispensable au développement de la cité, ainsi qu'à l'éducation intégrale de la classe ouvrière » le Palais du travail est inauguré en 1933 et comporte un dispensaire, une piscine, un théâtre, une brasserie, des espaces dédiés aux syndicats et aux associations et permet aux organisations syndicales, politiques, mutualistes ou coopératives d'y tenir des congrès départementaux et nationaux.

Carte postale du Palais du travail réalisée pour la souscription, 1927, AMV – Le Rize

MAUDITE SOIT LA GUERRE

Monument aux morts de Gentioux, 1922

Un monument aux morts pacifiste



Villeurbanne fait partie de la toute petite minorité de communes (une centaine environ) qui se sont dotées après la Première Guerre mondiale d'un monument aux morts pacifiste.

Deux initiatives ont convergé : l'initiative privée d'un « Comité villeurbannais du monument aux morts » présidé par l'industriel Marchand et l'initiative municipale, avec à la tête de la ville Jules Grandclément récemment rallié à la majorité communiste issue du congrès de Tours. Si le Conseil municipal réussit à s'entendre sur l'esprit de l'inauguration, qui devra « revêtir un caractère de démonstration de tristesse et non de fête » et sur le refus d'y admettre les autorités militaires, il n'est finalement pas unanime sur le principe d'une condamnation explicite de

Un monument dans l'ancien cimetière de Cusset

La pièce maîtresse de l'ancien cimetière de Cusset est le monument aux morts de la Première Guerre mondiale. Il est l'œuvre de Jean Chorel pour le groupe sculpté en ronde-bosse dans un calcaire beige lorrain : une femme accablée, les yeux baissés tenant dans sa main droite une couronne mortuaire, domine la composition. Elle symbolise la douleur de l'institution municipale en deuil de ses enfants. L'architecte lyonnais Louis-Eugène Lambert a construit le socle, avec l'inscription monumentale suivante : « Villeurbanne à ses morts – 1914-1918 ». Aucune autre inscription n'y est portée, conformément au contrat d'exécution. Seuls sont gravés, sur trois faces du socle, les noms par grade et par ordre alphabétique des 1728 villeurbannais morts à la guerre.

la guerre. Le monument inauguré le 11 novembre 1925 est le résultat d'un compromis. L'inscription choisie : « Villeurbanne à ses morts, 1914-1918 », si elle fait preuve d'une certaine neutralité, se démarque de toutes les inscriptions d'inspiration patriotique du type « Morts pour la France ». Le communiqué transmis par le Comité villeurbannais du monument aux morts aux journaux confirme l'esprit pacifiste de la manifestation : « Les initiateurs ne [veulent] manifester qu'un sentiment de tristesse et honorer simplement mais dignement les Enfants de Villeurbanne, disparus dans la grande tourmente ».

Les deux quotidiens, *Le Salut Public* du 11 novembre 1925 et *Le Progrès* du 12 novembre, ne rendent compte que fort succinctement de cet événement auquel pourtant une partie importante de la population a participé. Population qui avait apporté une contribution évaluée à plus de 50% du budget global. Comme le laisse entendre la discrétion de la presse locale, l'inauguration d'un monument pacifiste à Villeurbanne n'est pas très bien passée...

Monuments aux morts de 1914 – 1918 dans l'ancien cimetière de Villeurbanne, 2018, Ph. Hyvert

**E SE IO
MUOIO DA
PARTIGIAN**

O

BELLA

CIAO

BELLA

CIAO

BELLA

CIAO, CIAO, CIAO

Les Italiens de Villeurbanne



Tombés sur le front de la liberté

La famille Giambone est l'une des familles italiennes de Villeurbanne qui a payé un lourd tribut à la défense de ses idéaux. En 1936 le piémontais Vitale Giambone, surnommé « Guffo », alors responsable de la section communiste de Villeurbanne, part rejoindre les Républicains espagnols dans le bataillon Garibaldi, composé exclusivement d'Italiens. Il trouvera la mort au combat en juin 1937. Son frère Eusebio Giambone est l'un des responsables de l'UPI (Union populaire italienne) créée en France en 1937 par les organisations antifascistes italiennes de différentes obédiences. Son siège régional est implanté au Palais du Travail et plusieurs sections connaissent un grand succès à Villeurbanne, notamment dans le quartier des Poulettes qui regroupe rapidement 700 adhérents. Eusebio sera arrêté en 1939, extradé puis fusillé en Italie en 1944. Une plaque rappelle la mémoire de leur engagement au 29 de l'avenue Henri-Barbusse où ils habitaient.

Article de La Voix du Peuple,
7 juillet 1937, AMV – Le Rize

L'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie en octobre 1922, imposant un régime de restriction des libertés publiques et de répression, a eu de fortes résonances à Villeurbanne. En effet, depuis le début des années 1920, des milliers d'Italiens ont rejoint les usines de la ville pour travailler. Nombreux dans le quartier de Croix-Luizet par exemple, ils sont « pris en charge » dans l'entre-deux-guerres par l'Église catholique, qui cherche à ramener les immigrés dans son aire d'influence. L'association des « Amis de la banlieue » notamment, est un mouvement catholique de familles

lyonnaises aisées soucieuses d'aider la masse laborieuse des quartiers ouvriers par leur contribution financière. La construction d'une Église, en l'occurrence l'Église de La Sainte-Famille qui est achevée en 1927, est donc toujours accompagnée d'actions de patronage : école, colonies de vacances, cinéma, football et athlétisme.

La Mission catholique italienne, appui du Consulat italien de Lyon et donc du gouvernement fasciste, propose également d'animer la paroisse, exportant son idéologie parmi les immigrés et sympathisants potentiels du régime de Mussolini. Le Consulat d'Italie tente de diffuser sa propagande et compte en retour sur l'influence de l'Église, soucieuse de lutter contre le communisme athée de la « banlieue rouge ». Mais le Consulat et le *fascio* (antenne du parti fasciste implantée en 1926 à Lyon) étaient loin de faire l'unanimité chez les immigrés italiens, d'appartenances politiques diverses, en particulier à Villeurbanne où de nombreux réfugiés se sont installés pour fuir les persécutions. Très vite la résistance au fascisme s'organise, de pair avec les activités politiques et syndicales : les communistes en particulier sont très actifs auprès des ouvriers dans les usines et la lutte contre l'influence des organisations mussoliniennes sera par exemple visible au travers de l'engagement d'Italiens de Villeurbanne auprès des Brigades Internationales d'Espagne en 1936, dans un souci d'éviter en Espagne la propagation des dérives vécues en Italie.

Les Françaises veulent

V
o
u
s
r

Union française pour le suffrage des femmes, avril 1914

Engagement pour le vote des femmes : élection de conseillères municipales privées en 1935



Caricature du Journal de Guignol à propos de l'élection de conseillères municipales, 1935, DR

Des conseillères privées peu visibles dans les archives

Comme l'a constaté l'autrice Anne Monteil-Bauer, il est bien difficile de trouver des informations sur ces conseillères, ce qui en dit long sur le filtre opéré par l'histoire. Germaine Berlioz (1909- ?) était secrétaire du Comité des femmes contre la guerre et le fascisme. Yvonne Chanu (1913-1999) « ouvrière d'usine » sera en charge de la santé, des écoles, des cantines et des colonies de vacances entre 1935 et 1939 ; elle s'engagera dans la Résistance pendant la guerre. Louise Durant (1880- ?) apparaît sous le titre de « chômeuse ». Quant à Suzanne Larché-Grandclément (1903-1991) présentée comme « secrétaire » elle est associée au nom de l'ancien maire, le Docteur Jules Grandclément, dont elle est probablement la nièce.

Pionnière pour avoir instauré le suffrage universel masculin en 1848, la France est inversement l'une des dernières démocraties occidentales à avoir accordé le droit de vote aux femmes en 1944. Dès la fin du 19^e siècle, des femmes s'engagent pour l'égalité devant le vote, mouvement qui est progressivement relayé par des forces politiques de gauche. À Villeurbanne, dès 1912, le Conseil municipal présidé par Jules Grandclément demande solennellement le droit de vote pour les femmes. L'initiative villeurbannaise est immédiatement saluée par la représentante lyonnaise

de l'Union française pour le suffrage des femmes : « Si nous obtenons un jour gain de cause, nous n'oublierons pas que la municipalité actuelle de Villeurbanne a été des premières à nous aider ».

Après-guerre, si la Chambre des députés se prononce plusieurs fois pour le droit de vote des femmes, le Sénat fait obstruction. Pour des raisons à la fois idéologiques (Villeurbanne comme laboratoire démocratique) et opportunistes (attirer les électeurs favorables au vote des femmes) le maire Lazare Goujon propose à son Conseil le 8 avril 1935 d'élire quatre conseillères, en plus de leurs collègues masculins, aux prochaines élections municipales. Des « conseillères privées » qui ne siègeront pas, puisque la loi l'interdit, mais qui participeront aux principales commissions, notamment dans les domaines de la santé, des équipements municipaux et des finances. Le 12 mai 1935 les Villeurbannais votent une première fois pour désigner les membres du Conseil municipal officiel puis déposent dans la foulée leur bulletin pour élire les « conseillères privées ». Trois listes féminines sont présentées, une soutenue par la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), une par le Parti communiste et une troisième liste située au centre. Dans la foulée de la victoire du communiste Camille Joly, ce sont quatre conseillères communistes qui sont élues avec près de 4 000 voix. L'expérience villeurbannaise est alors largement commentée et connaît un retentissement national.

LE PAIN DUR, LIBERTÉ

Mot d'ordre du Front populaire, 1936

Le Front populaire : allons au-devant de la vie

Fin 1931, la France est touchée par la crise économique (chômage, faillites, exportations en baisse...). Dans ce climat morose, la montée des ligues nationalistes, influencées par les régimes fascistes de l'Italie et de l'Allemagne, se fait brutalement sentir.

Ces mouvements d'extrême-droite, accusant le régime parlementaire de la Troisième République d'être incapable et malhonnête, se rassemblent le 6 février 1934 devant l'Assemblée nationale.

La manifestation dégénère en affrontements sanglants ; elle entraîne la démission du président du Conseil Édouard Daladier.

La gauche parlementaire dénonce alors une tentative de coup d'État fasciste. Les partis de gauche (SFIO - Section française de l'internationale ouvrière, Union socialiste républicaine, Parti radical et Parti Communiste) vont donc réagir en formant une coalition pour défendre la démocratie et préparer les élections de 1936. Cette alliance prendra le nom de « Front populaire » (l'expression est du dirigeant communiste Maurice Thorez) et sera rejointe par d'autres mouvements intellectuels, comme la Ligue des droits de l'homme et le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Grâce à cette alliance, le Front populaire remporte les élections législatives le 3 mai 1936 et désigne Léon Blum comme président du Conseil. Le dirigeant du parti socialiste SFIO forme un nouveau ministère le 4 juin. Celui-ci se distingue par deux innovations : la création d'un sous-secrétariat d'État aux Loisirs et aux Sports et la nomination de trois femmes au gouvernement, alors qu'elles n'ont pas encore le droit de vote.

Ce succès électoral déclenche une immense vague d'espoir chez les travailleurs et entraîne un vaste mouvement général de grève et d'occupation d'usines. Jusqu'à deux millions de travailleurs vont paralyser ainsi le pays, même après le vote des réformes qui vont bouleverser durablement la France, le plus souvent dans une joyeuse ambiance de fête.



Grévistes de l'usine Gillet, 21 juin 1936, DR

Les acquis de 1936

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, à l'hôtel Matignon, à Paris, sont signés des accords entre le président du Conseil, les patrons (CGPF - Confédération générale du patronat français) et les travailleurs (CGT - Confédération générale du travail). Ces accords prévoient la généralisation des conventions collectives, la création des délégués du personnel et une augmentation de 12% des salaires. Mais on retiendra surtout deux lois votées quelques jours plus tard qui vont bouleverser la vie des ouvriers : instauration de la semaine de 40 heures de travail et octroi de 15 jours de congés payés annuels.

ILS NE PASSERONT PAS NO PA SA RAN !

Villeurbanne et les Brigades internationales

En Espagne, l'été 1936, les troupes du Général Franco entrent en rébellion contre le gouvernement de gauche du *Frente popular*. Très vite la lutte devient inégale : l'Allemagne dirigée par Hitler et l'Italie de Mussolini s'allient à Franco et envoient des troupes et des armes qui lui apportent une écrasante supériorité militaire. Les combats s'étendent sur Madrid, Barcelone, Valence, Guernica...

De 1936 à 1938, Villeurbanne joue un rôle fondamental dans le recrutement des volontaires qui vont aller défendre la République espagnole contre les armées de Franco. Devant l'inaction de l'État français, l'indignation fait rage à Villeurbanne, ville communiste depuis l'arrivée de Camille Joly au pouvoir municipal en 1935. Des centres de recrutement sont créés pour les Brigades Internationales, des campagnes de mobilisation œuvrent sans relâche pour collecter des dons (argent, vêtements ou nourriture...) ou accueillir à partir du printemps 1937 des femmes et des enfants fuyant les bombardements.

En 1939, alors que s'amorce la *retirada*, l'exode qui a contraint près de 500 000 Espagnols à se réfugier en France pour fuir le franquisme, Villeurbanne fait une nouvelle fois preuve de solidarité et, auprès d'associations caritatives telles que le Secours populaire, tente de venir en aide aux réfugiés en témoignant de son soutien et de sa volonté de leur procurer un abri, fût-il de fortune !



La figure de l'intellectuel engagé

Aragon, Hemingway, Malraux : trois écrivains français, parmi d'autres intellectuels, qui se sont engagés pour défendre la cause du peuple espagnol et de la liberté. « L'homme est ce qu'il fait » dit Malraux. Les écrivains ne se contentent plus de raconter des aventures et des voyages : ils cherchent eux aussi à transformer le monde, dans la lignée d'autres hommes de lettres engagés comme Voltaire avec l'affaire Calas mais surtout du célèbre « J'accuse » d'Émile Zola. C'est Clémenceau, rédacteur en chef de *L'Aurore*, qui utilise le mot « intellectuel » à propos des pétitionnaires qui soutiennent le capitaine Dreyfus et fonde cette représentation de « l'intellectuel engagé ». Écrivains, journalistes et critiques oscillent depuis lors entre une conception de l'œuvre romanesque comme fin en soi et un rêve d'efficacité, de prise directe sur le monde : une arme idéologique tournée vers la vie sociale, politique, intellectuelle ou religieuse du moment.

Affiche pour récolter des fonds en faveur des civils espagnols victimes de la Guerre, 1936, AMV - Le Rize

Dans la guerre comme dans la paix le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais

Citation de Clémenceau reprise par le journal clandestin Combat créé en 1941

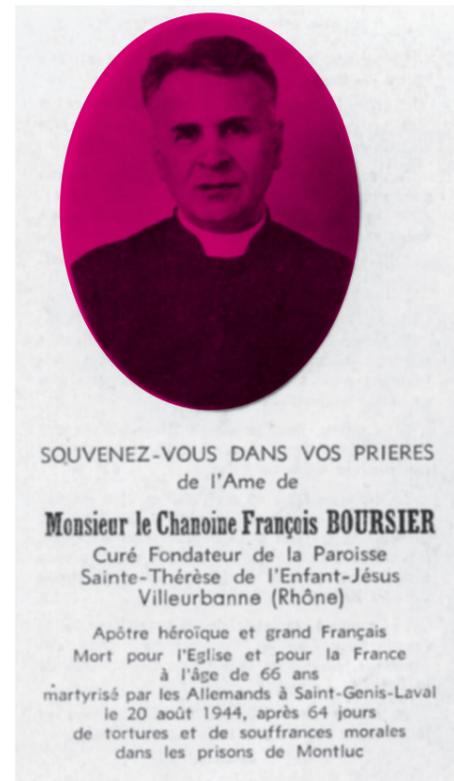
La Seconde Guerre mondiale et la Résistance

La Résistance désigne l'ensemble des mouvements clandestins qui luttent durant la Seconde Guerre mondiale contre l'occupant nazi et les collaborateurs. Trois des grands mouvements de résistance de la zone Sud : « Libération », « Combat » et « Franc-Tireur » se créent à Lyon par le refus de la défaite et de la collaboration. En 1940 le contexte est très défavorable et le moral des français est au plus bas, l'immense majorité de la population adhérant aux promesses de Vichy et de Pétain. Les premiers résistants sont donc de minuscules groupes sans moyens importants et isolés les uns des autres. Mais Lyon a des ressources : c'est une ville dotée d'une forte tradition républicaine, avec des élites économiques aisées et structurées (le secteur de l'imprimerie, par exemple, sera déterminant), une classe ouvrière combative et de nombreux noyaux d'organisations étudiantes déterminées, sans compter les réseaux d'intellectuels parisiens réfugiés en zone libre.

À partir de l'été 1941, les différents mouvements entament des discussions et tentent de s'organiser pour coordonner leurs actions. Toutefois, les discussions sont lentes. Lorsqu'en janvier 1942 Jean Moulin s'installe à Lyon, les rapprochements s'engagent plus sérieusement. Jean Moulin devient le représentant du Général de Gaulle à Londres afin d'unifier l'ensemble des mouvements de Résistance et l'action de coordination du CNR (Conseil national de la Résistance) est entérinée en 1943. La population lyonnaise est alors enfin persuadée que l'Allemagne va perdre la guerre : le soutien civil à la Résistance se développe fortement et les actions contre l'occupant sont quotidiennes durant cette année-là, de propagande en sabotage, jusqu'à la Libération.

Retrouvez les portraits des Villeurbannais et Villeurbannaises engagé-e-s pour la Résistance réalisés par 7 élèves de 3^e du collège Morice Leroux (encadrés par leur professeure Mme Gautheron) dans le cadre du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2018 :

<https://cnrd2018villeurbanne.tumblr.com/>



Une autre grande figure de la Résistance à Villeurbanne : le Chanoine Boursier, carte-souvenir, DR

Le réseau Marco-Polo

Basé à Villeurbanne, le réseau Marco-Polo fut l'un des réseaux importants de Résistance. En novembre 1942 Pierre Sonnevile, alias Marco Polo, un commandant de sous-marins passé à la France Libre, se présente à René Pellet, directeur de l'Institut des sourds-muets et aveugles de Villeurbanne, officier de réserve et dont l'appartenance à la franc-maçonnerie traduit les convictions humanistes. Le quartier général du Réseau est rapidement installé à l'Institut rue Jean Jaurès et les recrutements se multiplient, tout spécialement autour de l'espionnage scientifique. Au plus fort de son activité, le Réseau compte 900 membres (voire 1500 selon d'autres sources) et continue à œuvrer dans le renseignement, le sauvetage d'enfants juifs, le sabotage et l'exécution de collaborateurs... Attaqué par la Gestapo, de nombreux membres du Réseau sont déportés ou exécutés par les nazis : René Pellet sera arrêté, emprisonné à la prison de Montluc et exécuté en août 1944, son épouse Marguerite trouvera la mort à Ravensbrück en mars 1945.

VIVE LE
MAQUIS !
VIVE
DE
GAULLE !
À BAS LES
BOCHES !

Slogans criés depuis les fenêtres par des Villeurbannais au passage des FTP-MOI le 24 août 1944

L'insurrection de Villeurbanne : un mouvement populaire

Si la date officielle de libération de Villeurbanne est celle du 2 septembre 1944, la commune a connu trois jours d'insurrection les 24, 25 et 26 août, qui représentent selon l'historien Claude Collin « le seul mouvement populaire que l'agglomération de Lyon ait connu pour sa libération ». Longtemps absente des ouvrages historiques, cette insurrection a été inopinée et spontanée : c'est à l'occasion d'une manœuvre de repli de 80 combattants du groupe Carmagnole des FTP-MOI (Francs-tireurs partisans de la main d'œuvre immigrée) que les groupes résistants locaux ont vu l'opportunité de renverser la municipalité collaboratrice.

Ayant échoué à libérer leurs camarades prisonniers à Lyon, les FTP-MOI arrivent le 24 août à Villeurbanne et sont acclamés par une population qui croit voir venir l'avant-garde des Forces de Libération. À l'arrivée de la colonne à la mairie, ce sont plusieurs centaines de personnes qui la suivent. La mairie est alors occupée, mais aussi la Poste, le central téléphonique, le commissariat ; les premières barricades sont dressées. Le 25 août des milices patriotes se constituent. De nouvelles barricades apparaissent dans la nuit du 25 au 26 août, notamment à l'ouest et au sud de la commune, sur le tracé des tramways venant de Lyon pour bloquer l'arrivée de troupes allemandes. Mais les allemands ripostent violemment, les combats sont nourris, des civils se retrouvent utilisés comme boucliers humains. Le lieutenant Donat constatant que l'insurrection ne peut aboutir, négocie l'absence de représailles contre la population en échange du démantèlement des barricades et de la restitution de prisonniers allemands.

Si cette insurrection n'a pas eu grande importance sur le plan strictement militaire, elle a sans doute joué un rôle d'encouragement des Forces de la Résistance dans la région. Ces soldats des FTP-MOI, au « nom difficile à prononcer », sont depuis 2004 mis à l'honneur dans le hall de l'hôtel de ville.



Le Bataillon Carmagnole-Liberté des FTP – MOI à la Libération, devant la Mairie de Villeurbanne, 1944
DR, AMV – Le Rize

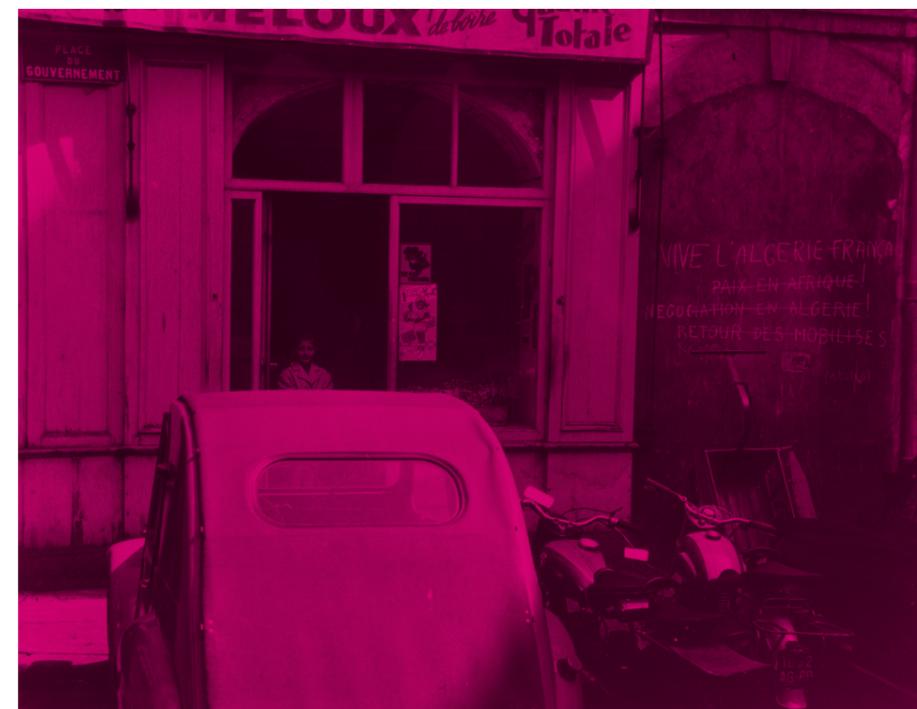
Le cimetière de la Doua

Le cimetière de la Doua est aujourd'hui un grand cimetière militaire commémoratif. Il rend hommage à tous les Français « morts pour que meurt la guerre et que vive la France ». Organisé autour de la « butte des fusillés » La Doua est un lieu symbolique de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale, car beaucoup de résistants emprisonnés à Montluc y ont été exécutés. Les Allemands ont choisi cet endroit car, avant qu'ils ne prennent le contrôle de Lyon, ce terrain servait de lieu d'entraînement pour les militaires français, en conséquence ils pouvaient cacher la destination de ce terrain de tir devenu terrain d'exécution aux habitants alentours.

VÉRITÉ LIBERTÉ

Les « porteurs de valises »

Si la présence algérienne dans l'agglomération lyonnaise est attestée dès les années 1930, elle devient massive au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : presque 14 000 algériens résident à Lyon en 1960, parfois accompagnés de femmes et d'enfants. La guerre qui se déroule en Algérie, la présence à Lyon de cette importante communauté de travailleurs aux conditions de vie difficiles et sensible aux thèses indépendantistes, les méthodes de répression utilisées par l'armée et la police en Algérie et par la police en métropole créent alors une situation inédite.



Le terreau du catholicisme social, très vivant à Lyon, nourrit de nombreuses actions humanitaires en direction de la population algérienne, principalement l'aide au logement et l'alphabétisation. À partir de 1956, l'envoi du contingent en Algérie contribue à sensibiliser largement l'opinion publique au conflit. De ces rencontres vécues au quotidien naît toute une gamme d'engagements : certains se limitent à une stricte action sociale quand d'autres s'engagent dans un soutien plus direct au projet politique des nationalistes algériens. Le premier réseau de soutien clandestin au FLN (Front de libération nationale algérien) de Lyon est ainsi un ensemble composite de catholiques, de libertaires et de trotskistes, dont les premiers noyaux se forment à l'automne 1955. Les « Français musulmans d'Algérie » étant privés de liberté de circulation, les domiciles de ces soutiens deviennent les bases de l'organisation politique clandestine des Algériens en servant, selon les cas, de cache pour les personnes poursuivies par la police, de boîte aux lettres, de lieu de réunion, de lieu de dépôt de documents, d'argent voire parfois d'armes. Les Français, moins harcelés par la police, assurent aussi les liaisons qui permettent le cheminement de fonds, de documents, de militants, exceptionnellement d'armes, en France et en Europe. Ils soutiennent aussi le FLN, qui cherche à donner l'écho le plus large à sa cause, en mobilisant les intellectuels.

À Villeurbanne, un réseau autour de Jean-Marie Boëglin

Début 1959, un deuxième réseau est mis en place par Jean-Marie Boëglin, alors secrétaire général du Théâtre de la Cité de Villeurbanne. Il recrute des personnes d'horizons politiques et spirituels très divers, qui se chargent à leur tour de recruter dans leurs milieux respectifs. Ainsi entrent en action une branche plutôt protestante, une autre plutôt catholique et une branche composée majoritairement de libres-penseurs. Pour autant, c'est une logique d'action qui prime dans le recrutement et les contours idéologiques de ces différents noyaux ne sont pas étanches. Quelques communistes participent à ce réseau. Enfin, quelques jeunes femmes sont engagées comme agents de liaisons et sont appointées par le FLN. De ce réseau, formé de plusieurs branches qui s'ignorent, chacun des membres n'a qu'une vision très partielle. On en connaît donc surtout les personnes qui constituent son noyau central, arrêtées lors du coup de filet de novembre 1960.

ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER LES INITIATIVES

CCO : 55 ans d'engagement interculturel

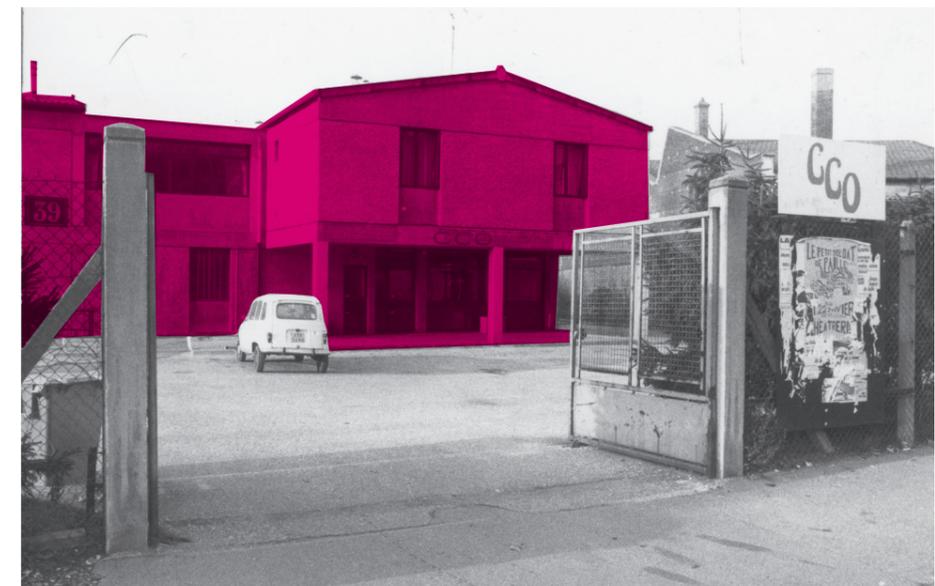
« Centre culturel pour les aumôneries et les cultes catholiques et protestants » : tel est le nom de l'association déclarée en janvier 1963. Impulsé par le prêtre Jean Latreille, le projet est clairement religieux : il s'agit de compléter l'offre d'aumônerie suite à la création du campus de la Doua. Avec le soutien de l'Archevêché, propriétaire des lieux, et de grands patrons lyonnais, une première salle polyvalente, des pièces adjacentes et un appartement sortent de terre en 1967, rue Courteline, au sud de l'Insa (Institut national des sciences appliquées). D'emblée, ce centre culturel est décrit comme un « véritable caravansérail » où coexistent des groupes très divers.

Le local s'agrandit en 1970, avec l'ajout d'une salle polyvalente de 400 places et de 12 salles supplémentaires. Ce qui oblige le centre culturel à préciser ses critères d'accueil, tout en réitérant sa volonté d'ouverture, bien au-delà du monde étudiant. En 1974, la communauté mariste prend le relais et des animateurs remplacent les aumôniers : il s'agit de mieux travailler avec les jeunes du quartier.

Avec l'élection de Charles Hernu en 1977, s'engage un soutien continu et croissant de la municipalité de gauche au Centre culturel récemment rebaptisé « Œcuménique » (CCO). Au début des années 1980, sous le mot d'ordre « engageons-nous », le centre se revendique clairement comme « tête de réseau associatif » (176 associations accueillies en 1984, 350 aujourd'hui) et s'implique de plus en plus dans le soutien aux exclus, aux migrants et dans la lutte contre l'extrême-droite. Impliqué dans les années 1990 dans la politique de la Ville, le CCO est plus que jamais soutenu par la municipalité pour son action en faveur de la diversité culturelle et reconnu par la DRAC pour son accueil d'expressions culturelles émergentes. Au début des années 2000, le CCO s'oriente vers plus de professionnalisme et ouvre le chantier de l'économie sociale et solidaire, tout en réaffirmant son engagement en faveur des exclus, dans un esprit laïcisé.

L'Autre Soie

Depuis 2017, le CCO, qui se définit désormais comme « laboratoire d'innovation sociale et culturelle », est impliqué avec le Groupement d'intérêt économique Est Habitat dans un projet urbain ambitieux, qui prendra place à l'est de Villeurbanne, sur le site de l'ancien Foyer Jeanne d'Arc de l'usine Tase (dernièrement IUFM – Institut universitaire de formation des maîtres). Ce lieu réunira différentes formes d'habitat, un équipement culturel, des espaces d'accueil, de coworking, avec des fonctions de formation, d'animation et d'économie sociale et solidaire, en conjuguant politiques publiques du logement, action sociale, développement économique et culturel. Comme le nom du projet l'indique, il s'agit de faire la ville autrement, en incluant plutôt qu'en rejetant les plus pauvres.



Le CCO en 1989, *Le Progrès* – Danielle Devinez, AMV – Le Rize

LIBÉREZ NOS CAMARADES !

Cri des manifestants du Quartier latin le 3 mai 1968 après l'arrestation d'étudiants par la Police

Étudiants et ouvriers : tous ensemble !

L'héritage de 1968

Cinquante ans après les « événements », leur interprétation fait polémique. Crise de la permissivité ou avancée des mœurs ? Conflit social généralisé ou révolution avortée ? Un des slogans de Mai 68 retenu par l'histoire est : « rien ne sera plus comme avant ». Comme pour dire que, malgré la victoire gaulliste, le maintien du pouvoir patronal et de la hiérarchie universitaire, quelque chose d'irréversible s'est produit. Les années qui suivirent ont vu un véritable bouillonnement idéologique : la naissance de la seconde vague féministe, l'envol de l'écologie politique, de nouveaux syndicalismes. Tous les aspects de la société capitaliste sont passés au crible de la critique, du système carcéral à la psychiatrie, du sens de la production au rôle de l'école – avec parfois des théorisations aléatoires... Les enjeux des conflits, les manières de militer mais aussi les motivations et les conséquences personnelles de l'engagement ont été profondément redéfinis au cours d'une décennie de luttes et pas qu'à Paris !

Mai 1968 à Villeurbanne,
René Basset, BM de Lyon



Villeurbanne, ville ouvrière par la présence de nombreuses industries et étudiante au travers du campus de la Doua, a connu en toute logique une forte mobilisation en mai 1968. 11 000 étudiants sont présents sur le campus, répartis entre l'Insa (Institut national de sciences appliquées), la Faculté des sciences et les premiers cycles de lettres et droit : plus en retrait du centre-ville, ils y expérimentent de nouvelles formes d'existence collective. Ce n'est donc pas un hasard si la mobilisation, partie du campus de Nanterre, trouve un écho à Villeurbanne après la fermeture de la Sorbonne le 3 mai. À l'Insa les 4 et 5 mai, des étudiants se regroupent en amphithéâtre et votent la grève à une très large majorité. Des blocages de cours commencent. Dès le 6 mai l'occupation débute et des commissions se multiplient pour débattre, réclamer une « université critique » ou encore réfléchir aux soutiens à la lutte ouvrière. Le mouvement prend de l'ampleur avec des manifestations qui rejoignent le centre de Lyon et la Faculté des lettres, occupée à son tour, devient le cœur des mobilisations. Les lycéens de Faÿs puis de Brossolette se rallient aux étudiants.

Enfin les organisations ouvrières qui ont peu à peu soutenu les étudiants organisent le 13 mai une grève générale qui marque l'accélération des mobilisations. À Villeurbanne des usines comme Richard-Continental, Sigma, Norev, Gendron, Delle et bien d'autres encore sont occupées par leurs travailleurs et cessent bientôt leur production, rejoint par les PTT, la SNCF, les éboueurs...

Les accords de Grenelle signés le 27 mai auraient pu mettre fin au mouvement mais beaucoup d'ouvriers demandent plus que des augmentations de salaires : ils réclament de nouvelles relations de travail. À la mi-juin ce sont encore 6 500 travailleurs qui sont en grève à Villeurbanne, organisant des collectes pour tenir, des animations sportives ou des concerts pour s'occuper. Ce n'est donc qu'après un long mois de grève que le travail reprend.

parler de culture active, c'est parler de création permanente

Déclaration de Villeurbanne, 25 mai 1968

La déclaration de Villeurbanne : s'engager vers les non-publics

Alors que depuis le 15 mai 1968 le Théâtre de l'Odéon dirigé par Jean-Louis Barrault est occupé, comme symbole de la culture dominante, les directeurs des théâtres publics et des Maisons de la culture ressentent le besoin de se réunir loin de l'agitation parisienne pour se positionner par rapport aux événements de mai. Ils adoptent la stratégie du huis-clos, se réunissant pendant trois semaines au Théâtre de la Cité dirigé par Roger Planchon, à Villeurbanne. Pour la presse, le comité permanent ainsi constitué fait office de contre-ministère de la culture.

Les participants font appel à Francis Jeanson, à la fois représentant du Théâtre de Bourgogne et philosophe, ancien résistant et ancien dirigeant du Réseau Jeanson d'aide au FLN (Front de libération algérien). Le texte adopté : « la Déclaration de Villeurbanne », a d'abord valeur d'autocritique pour cette génération de directeurs. En proposant la notion de « non-public », ceux que l'on ne touche pas, quels que soient les efforts faits pour diffuser l'offre culturelle, Jeanson veut renouveler la manière de penser : « tout effort culturel ne pourra plus que nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne proposera pas expressément d'être une entreprise de politisation », cette politisation étant définie comme un « travail pour fournir aux hommes les moyens de se choisir politiquement (pas de les politiser) de se choisir culturellement (pas de les cultiver) ».

La Déclaration s'oppose fondamentalement à la conception de la culture promue par le ministre André Malraux comme ciment de la nation : il s'agit ici de promouvoir le rôle du citoyen, dans une approche qui s'apparente à l'éducation populaire. Le texte est également une plate-forme revendicative pour la profession qui montre ainsi sa capacité de mobilisation. Avec les négociations qui s'en suivent, la Déclaration de Villeurbanne marque une étape importante de la décentralisation culturelle. Lors de la commémoration de Mai 68, la Déclaration a refait parler d'elle : ses questionnements demeurent d'actualité, en termes renouvelés de « droits culturels ».

Théâtre de la cité : un théâtre engagé dans la cité



Quand Roger Planchon et ses amis (Isabelle Sadoyan, Jean Bouise, Claude Lochy...) n'en peuvent plus de l'étroitesse de leur salle lyonnaise et du manque d'intérêt de la municipalité, ils trouvent bon accueil à Villeurbanne de la part d'Étienne Gagnaire. Logé à partir de 1957 au Théâtre de la cité ouvrière, Planchon obtient le statut de troupe permanente pour ses comédiens en 1959. Sous l'appellation raccourcie de Théâtre de la Cité, l'institution va au-devant de nouveaux publics en ciblant des comités d'entreprises, des associations, des jeunes et en programmant au-delà du théâtre : musique classique, jazz, chanson, danse, cinéma... Ce n'est donc pas un hasard si ce partisan d'un théâtre au cœur de la ville accueille en mai 1968 ses collègues directeurs pour en faire un foyer de débats.

Patrice Chéreau et Hubert Gignoux sortant d'une réunion au TNP, mai 1968, René Basset, BM de Lyon

ENSEMBLE FAISONS NOTRE QUARTIER

ENSEMBLE FAISONS
NOTRE QUARTIER

Un des slogans du Comité de quartier des Buers, 1973

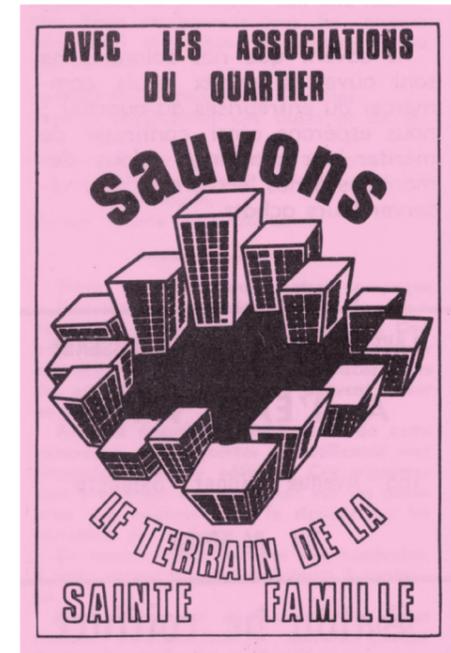
« Affaire de la Sainte-Famille » : la mobilisation des habitants contre la « bétonisation » de leur quartier

À la fin des années 1960, le quartier des Buers est durement touché par le chômage et particulièrement la jeunesse qui représente presque un tiers de la population. Avec le soutien du Comité de quartier créé en 1970, de la municipalité et d'éducateurs, des jeunes créent le Buers-Club et investissent un chalet abandonné sur le terrain de l'Église de la Sainte-Famille, terrain qui sert aussi d'espace libre pour le football et les jeux des enfants. La mairie, intéressée par l'opportunité de racheter ces 16 000 m² aux deux propriétaires, la Société Civile Immobilière de la paroisse et la famille Beaumont, s'était initialement engagée à conserver cet usage, mais change d'avis en 1972, le Conseil Municipal évoquant d'autres propositions. L'Église est contrainte de vendre une de ses parcelles à un promoteur pour la construction de la résidence « le Vert-Galant » et le terrain de sport est menacé.

S'engage alors une lutte des habitants pour protester contre la bétonisation avec de nombreuses manifestations, occupations du terrain et animations tout au long de l'année 1973. Le Comité de quartier des Buers est le principal animateur du mouvement, il est soutenu par l'Association paroissiale et la Maison sociale attenante et rassemble largement autour de lui. Sociologiquement, la mobilisation est portée par une majorité de personnes issues de la classe moyenne (enseignants, travailleurs sociaux, chrétiens progressistes...) nouvelles catégories émergentes dans les luttes urbaines qui vont concentrer leurs revendications autour du cadre de vie mais n'oublie pas de rappeler leur souci de défendre les ouvriers, encore majoritaires dans le quartier. La présence de jeunes investis pour la conservation d'espaces de loisirs est aussi une nouveauté et trouvera écho jusque dans la presse nationale.

Après plusieurs mois de bataille, la mairie acceptera de garder un terrain de football, mais en devenant public, il sera clos et réservé aux associations. Cette lutte mémorable ouvrira la voie pour de nouvelles pratiques de démocratie locale et une place plus importante consacrée au dialogue avec les habitants dans la décision municipale.

Dessin du *Journal des Buers* n°6, janvier 1973,
AMV – Le Rize



Des lieux de convergence des engagements

La Maison sociale, créée en 1943, constitue un lieu de convergence des différents réseaux évoqués. Elle est le symbole de l'engagement militant, en particulier chrétien mais sans exclusivité. C'est la bourgeoisie industrielle pratiquante du quartier qui est à l'origine de cette institution, non financée par la Ville. Sa fonction a évolué depuis les années 1950 : ce ne sont plus principalement des secours matériels qu'elle assure, mais désormais surtout des services : services médicaux, animation pour la petite enfance et les adolescents, camps et centres aérés, alphabétisation pour les étrangers, club pour les personnes âgées. Au début des années 1970, les travailleurs sociaux qui sont plus nombreux souhaitent limiter une centralisation jugée excessive de l'animation sociale au sein de la Maison et intervenir au plus près des besoins de la population, au pied des immeubles, notamment pour les jeunes de plus de 15 ans parfois livrés à eux-mêmes.

TOUS LES ENFANTS SONT ACCEPTÉS

Le foot pour s'intégrer ?

En 1979 Ahmed Mokrane fonde l'Association sportive algérienne de Villeurbanne (Asav). Arrivé en France en 1965, passionné de football, il s'est d'abord occupé d'un premier club rue de Pressensé, cosmopolite à l'image du quartier. Mais à l'époque les lois de la FFF (Fédération française de football) ne tolèrent que deux étrangers par équipe. Un frein pour une partie des jeunes qui ne sont pas français. Ahmed Mokrane croit au rôle social du football et crée un nouveau club qui obéit au règlement de la FFF : enregistrée en tant qu'association étrangère, l'intitulé du club doit reprendre l'origine du pays et les quotas sont inversés : seuls deux joueurs peuvent être d'une autre nationalité que celle revendiquée par le club. Les dirigeants du club n'échappent pas à l'époque à l'audition par les renseignements généraux ! Mais ils restent déterminés sur les priorités du club, au service des jeunes sportifs : « pas de sélection sur le niveau des enfants, veiller à la qualité de l'encadrement des équipes jeunes et à la formation des entraîneurs et encadrants, rester accessible en proposant un prix de la licence parmi les plus bas de l'agglomération lyonnaise. ». Malheureusement le traitement réservé au « club d'algériens » n'est pas toujours bienveillant, une certaine suspicion demeure envers un supposé « communautarisme » alors que le club accueille aujourd'hui une quinzaine de nationalités parmi ses 220 licenciés. En 2003 l'Asav s'est offert une belle revanche en devenant le premier club de niveau district à atteindre les 32^e de finale de la Coupe de France.

Sport et militantisme

Le sport est le reflet de la société dans lequel il est pratiqué, la transmission de « valeurs » ayant toujours fait pleinement partie des préoccupations des municipalités, bénévoles, dirigeants ou présidents d'associations... La camaraderie et la solidarité sont souvent au cœur des objectifs des associations sportives, où chacun peut faire l'apprentissage de la vie sociale, de ses droits et devoirs mais prennent différentes formes selon que l'on pratique dans un patronage catholique, une association communautaire ou un club ouvrier. Dans le sport comme ailleurs, le militantisme vire parfois à la propagande... comme l'indique les statuts de la Société de tir « La Jeune France » fondée à Villeurbanne en 1888 qui a « pour but de favoriser le développement des forces physiques et morale par l'enseignement de la gymnastique, du tir, de l'escrime, de la boxe, canne, bâton, etc., afin d'accroître les forces défensives du pays, sa devise étant « Tout pour la France ! » ou quand la municipalité communiste de Camille Joly fait venir l'équipe de l'URSS Moscou en 1936 pour un match amical contre les travailleurs villeurbannais.

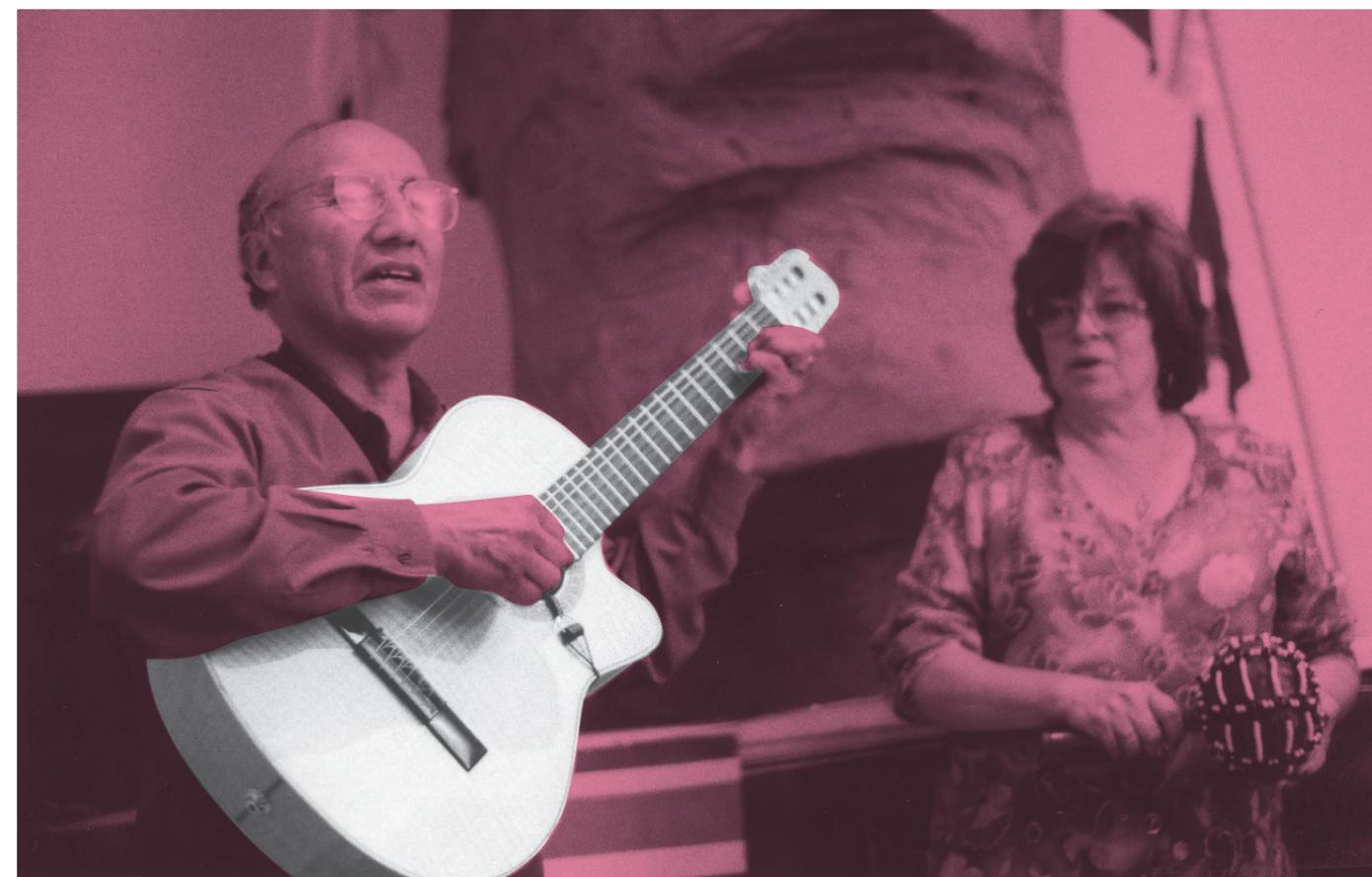


Équipe de l'Asav, années 1980
Hommage à Ahmed Mokrane en 1990 dans la presse locale DR, archives du club





Attribuée à Ernesto Guevara, dit le Che, révolutionnaire argentin, la phrase « jusqu'à la victoire, toujours » a été popularisée en 1965 par une chanson de Carlos Puebla



L'engagement associatif à Villeurbanne

Quand Charles Hernu, candidat du Parti Socialiste proche de François Mitterrand, remporte l'élection municipale de 1977, un de ses premiers actes est la constitution d'un Conseil consultatif des associations. Le nouveau maire est particulièrement favorable à la promotion du tissu associatif, notamment aux associations d'étrangers qui sont pour lui un des principaux vecteurs de l'intégration en France. La municipalité crée un poste « d'adjoint aux affaires associatives » en 1983, puis augmente les subventions aux associations de 70 % entre 1981 et 1987. Elle crée la Biennale des associations qui permet encore aujourd'hui aux Villeurbannais de rencontrer les militants et bénévoles locaux. Ce sont désormais plus de 700 associations qui sont présentes sur le territoire, accueillies dans des lieux dédiés comme le CCVA (Centre culturel de la vie associative), la Maison Berty Albrecht ou la Maison des fêtes familiales.

De l'exil à l'engagement

À la suite du coup d'Etat de 1973, des milliers de Chiliens sont contraints à l'exil, dont une partie vient se réfugier en France, et à Villeurbanne. La violence du coup d'État choque l'opinion française. Dans la région lyonnaise, des comités de soutien aux exilés du Chili se mettent en place et dénoncent le coup d'Etat. De ces comités naît, en 1979, l'Association France-Amérique latine. Cette association s'installe à Villeurbanne en 1981. Depuis, elle se mobilise pour que la démocratie et les Droits de l'Homme perdurent en Amérique Latine. Son engagement a un impact durable dans l'espace villeurbannais. Elle est au début des années 1980 à l'initiative de la mise en place du festival de cinéma les « Reflets du Cinéma ibérique et latino-américain ». Au cours de plus de 35 années d'existence, l'Afal a permis ainsi d'accueillir des réfugiés, mais elle leur a également donné la possibilité de s'exprimer. Toujours animée par la volonté de diffuser la culture et l'information sur l'Amérique latine à Villeurbanne, elle a soutenu et soutient toujours de nombreuses actions de solidarité dans différents pays. Ainsi, cette association témoigne à la fois de l'engagement de latino-américains à Villeurbanne, mais également de l'engagement de Villeurbanne de l'autre côté de l'Atlantique.

Concert de musique latino-américaine donné par l'Afal à Villeurbanne, années 1980, DR, AMV – Le Rize

ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS !

Un des slogans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, 1983

Récupérations

La Marche de 1983 ne débouche pas sur la création d'un mouvement cohérent, les différents collectifs apparus dans son sillage étant rapidement très divisés. Aucun leader n'émerge des mobilisations : Toumi Djaidja, l'un des organisateurs les plus médiatisés de la marche, est condamné en 1984 pour le braquage de 1982, qu'il niera toujours avoir commis, et bien que gracié la même année par François Mitterrand, il cesse tout militantisme après cette condamnation qui lui a, selon ses propres termes, « coupé les jambes ». Cette absence de structuration du mouvement permet la récupération de la cause antiraciste par des milieux proches du Parti socialiste et la création de l'association « SOS Racisme » dans la foulée de la marche se fera sans les « marcheurs » d'origine, avec un slogan « Touche pas à mon pote » qui sera largement critiqué pour avoir transformé la revendication politique égalitaire d'origine en injonction morale et universaliste.

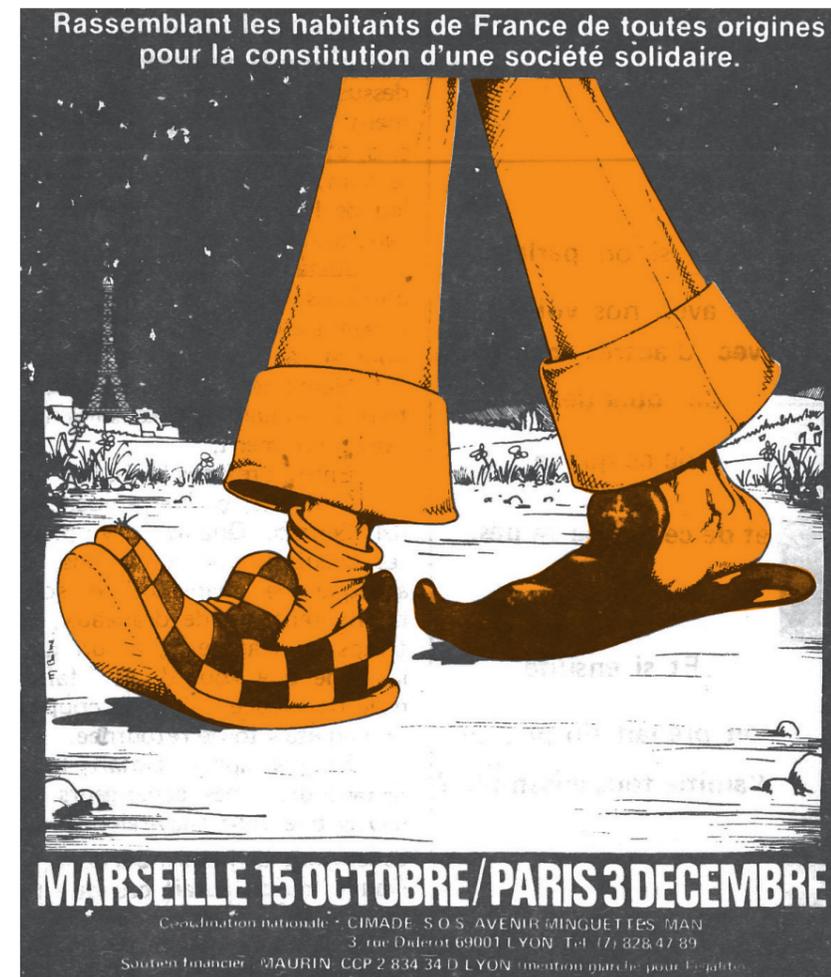
La « Marche des beurs »

Durant l'été 1983 de rudes affrontements opposent policiers et jeunes dans le quartier des Minguettes à Vénissieux. Toumi Djaidja, président de « SOS Avenir Minguettes » est grièvement blessé par un policier. Il se trouve qu'il est inculpé par ailleurs pour le braquage d'un supermarché qu'il nie avoir commis. Le père Christian Delorme, qui croit Toumi Djaidja injustement accusé et le pasteur Jean Costil, de la Cimade, proposent alors aux jeunes des Minguettes une longue marche qui s'inspirerait des moyens d'action non-violente de Martin Luther King et Gandhi. La Marche pour l'égalité et contre le racisme prend forme : il s'agit de la première du genre en France. Deux revendications principales émergent : une carte de séjour de dix ans et le droit de vote pour les étrangers.

La Marche part de Marseille le 15 octobre 1983 dans une relative indifférence. Le cortège, composé de 17 personnes, s'étoffe au fil de la progression, même s'il est décidé d'arrêter le nombre de marcheurs permanents à 32. On trouve parmi les « marcheurs » des profils divers, à la fois des jeunes peu politisés, issus des quartiers défavorisés et souvent dénués de formation, ce profil correspondant aux membres de SOS Avenir Minguettes, d'autres déjà politisés, parfois issus de familles ayant milité dans le nationalisme algérien

ou le syndicalisme, venant souvent de Lyon ou de la région parisienne.

Relayé par les médias, le mouvement prend de l'ampleur : c'est le journal *Libération* qui le surnomme « Marche des Beurs », contribuant à populariser ce mot qui entrera dans les dictionnaires l'année suivante. Les partis politiques de gauche et les associations appellent leurs militants. Alors qu'une seule personne les avait accueillis à Salon-de-Provence, elles seront plus de 1000 à Lyon, puis à Paris le 3 décembre 1983 la marche s'achève par un défilé réunissant plus de 100 000 personnes. Une délégation rencontre le Président de la République François Mitterrand qui promet alors une carte de séjour et de travail valable pour dix ans, une loi contre les crimes racistes et un projet sur le vote des étrangers aux élections locales.



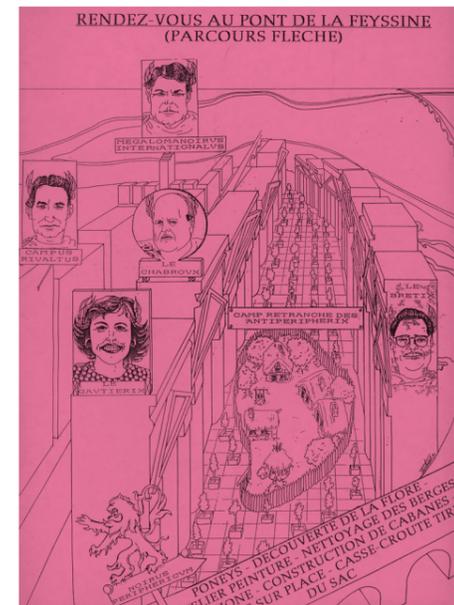
Affiche de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, 1983, DR

LA FEYSSINE VIVRE VERT CONTRE LA FEYSSINE NOIR!

Un des slogans de l'association Vivre Vert Villeurbanne, années 1990

La défense de la Feyssine

En 1983, dans le contexte des élections municipales, l'idée de la construction d'un tronçon nord et ouest du périphérique lyonnais émerge. Elle se pose avec de plus en plus d'acuité dans le courant des années 1980, notamment en regard de grands projets d'aménagement qui touchent le nord de l'agglomération lyonnaise. Ceux-ci comptent le projet de la Cité internationale lancé au milieu des années 1980 et entamé véritablement dès le début du mandat de Michel Noir (maire de Lyon) en 1989. Charles Hernu (maire de Villeurbanne) présente, en 1988, le projet « Villa urbana » qui envisage la construction d'un vaste technopole, censé bénéficier du dynamisme du campus de la Doua, d'une part et de la Cité internationale, d'autre part. Première menace pour la Feyssine, vaste territoire boisé (dont 70 hectares d'espaces naturels) qui couvre la rive sud du Rhône et le nord de Villeurbanne, le projet « Villa urbana » est interrompu par la mort du maire de Villeurbanne au début de l'année 1990. Dès la fin des années 1980, l'association Vivre Vert Villeurbanne prend la tête du mouvement d'opposition aux deux projets (Villa urbana puis le périphérique Nord) qui menacent la Feyssine, notamment en s'associant à d'autres opposants autour du collectif « La Feyssine ». Au cours de l'année 1990, le collectif engage son action sur plusieurs plans, à la fois à travers des missions d'information (au sein de comités de quartiers, notamment celui de Croix-Luizet dont le tracé du périphérique affecte particulièrement les habitants puisqu'il y prévoit la construction d'un échangeur) mais également des manifestations rassemblant de nombreux opposants au périphérique nord et s'inscrivant, plus largement, dans une contestation des aménagements destinés à l'usage de l'automobile.



Des enjeux écologiques, mais aussi politiques

C'est dans une logique de double-opposition à « la ville tout-voiture » et à la « bétonite » des aménageurs que le collectif « La Feyssine » trouve le soutien des groupes écologistes locaux, notamment à travers la figure de Pierre Bouquet (conseiller municipal de Villeurbanne) et d'Étienne Tête (conseiller communautaire de la métropole). L'année 1991 voit l'affaire de la Feyssine se politiser dans le cadre de l'enquête publique lancée le 14 Janvier 1991 : elle se concentre en particulier autour du projet de Marc Fraysse, Conseiller RPR (Rassemblement pour la République), qui propose un aménagement routier alternatif, une voie portée, sur pilotis, au-dessus du Rhône et de la Feyssine, compromis raisonnable selon lui entre la nécessaire réalisation du périphérique nord et la protection du quartier et des espaces naturels de la Feyssine. Dans une logique similaire de compromis, Gilbert Chabroux, maire de Villeurbanne depuis la mort de Charles Hernu en 1990, accepte la construction du périphérique nord mais initie la création du parc naturel de la Feyssine en 1992.

Caricature des « anti-périphériques » retranchés en « village gaulois », détail d'une affiche pour une fête champêtre organisée à la Feyssine par Vivre Vert Villeurbanne, mai 1992, AMV – Le Rize

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS PAPIERS



Manifestation à Villeurbanne contre la fin de la trêve hivernale, les expulsions et pour l'application du droit au logement, rassemblant plusieurs collectifs: soutien à l'Amphi Z, la Maison Mandela, La trappe, Agir Migrant, Jamais sans Toit, Collectif ZAD Lyon...
31 mars 2018, DR, Rebellyon.info

Apparition de nouveaux acteurs de la contestation sociale : des engagements revisités

Les années 1980 sont marquées en France par la chute du nombre d'adhérents à la fois dans les partis politiques et dans les syndicats, conduisant certains commentateurs à qualifier la période de « crise du militantisme ». Pourtant dès les années 1990, le pays est touché par des mouvements sociaux d'ampleur (les grèves de 1995 notamment). Ces années connaissent aussi la création de nouveaux syndicats, en particulier les « Suds ». Mais, rapidement, on assiste à une extension des conflits à travers la dénonciation de problèmes sociaux plus uniquement liés à la seule sphère du travail.

La nébuleuse altermondialiste française opère un changement d'échelle dans la contestation sociale. Pour dénoncer la situation des « sans » : notamment les sans-travail, les sans-logements, les sans-papiers, les sans-droits, etc., l'État devient l'interlocuteur privilégié qu'il faut tenter d'interpeller puisqu'il est le plus à même de débloquer la situation. Des associations comme le Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP, créé en 1986), le Droit au Logement (DAL, créé en 1990), le Comité des sans-logis (CDSL, créé en 1993), Agir ensemble contre le chômage (AC !); Droits devant !! (Dd !! créé en 1994), etc., participent de l'invention de nouveaux répertoires d'action à la fois plus spectaculaires et ludiques. Ces associations ont en commun de donner la parole à ceux qui en sont privés, mettant en scène des mobilisations pourtant réputées improbables de groupes à faibles ressources.

Une solidarité renouvelée

Différents collectifs sont actifs à Villeurbanne pour l'accompagnement des plus démunis. Par exemple, « Jamais sans Toit » est un collectif issu de la mobilisation de parents d'élèves, de personnels et d'habitants de l'agglomération lyonnaise, œuvrant à Villeurbanne depuis la rentrée 2017 pour que des dizaines d'enfants scolarisés puissent bénéficier du droit inconditionnel au logement dont l'État devrait être le garant. Leurs actions (goûters solidaires, communiqués de presse, occupations d'écoles...) viennent appuyer les démarches des familles sans domicile afin qu'elles puissent faire valoir ce droit. Un autre collectif, dénommé « Amphi Z » car il a démarré dans un amphithéâtre de l'Université de Lyon, a aidé des migrants à investir puis organiser le squat d'un bâtiment désaffecté rue Baudin à Villeurbanne.

AGIR
AGIR
AGIR
AGIR
AGIR
AGIR
AGIR
AGIR
TOUS
POUR LA
DIGNITE



Soupe populaire municipale, années 1930,
Jules Sylvestre,
AMV – Le Rize

Du Bureau de bienfaisance au CCAS

En 1850 un Bureau de Bienfaisance est créé à Villeurbanne : animé par des élus et des citoyens, il a pour vocation l'aide aux « indigents » par l'achat et la distribution de biens de première nécessité, grâce aux subventions du Conseil municipal, mais aussi grâce au produit de quêtes ou de legs de généreux donateurs. Le nombre d'assistés grandit et les recettes augmentent jusqu'à permettre des projets de grande envergure comme la participation à la construction de l'Hôpital Faÿs au début du 20^e siècle. Le CCAS (Centre communal d'action sociale) est l'héritier direct de cet ancêtre des services sociaux.

Lutter pour la dignité humaine

La pauvreté est un engagement social récurrent, pour ne pas dire permanent. Jusqu'à dans les années 1930, le développement de l'assistance a été largement porté par l'initiative privée (patronat) corporatiste (mutualités) ou encore religieuse (institutions de charité, hôpitaux). Aujourd'hui définie

comme « un ensemble de politiques et de programmes destinés à restaurer, compenser ou améliorer l'autonomie des personnes ou des groupes vulnérables » l'action sociale publique naît véritablement après 1945 dans le contexte d'idéologie du progrès et de l'intégration du PNR (Programme national de la Résistance) avec la création de la Sécurité sociale, la construction des grands ensembles pour la résorption de la crise du logement, etc.

« Miséreux » ou « indigents » au 19^e siècle sont devenus dans les années 1950 des « économiquement faibles », des « sous-prolétaires » dans les années 1960, le « quart-monde » dans les années 1970, les « nouveaux pauvres » dans les années 1980, les « précaires » et les victimes de « l'exclusion » dans les années 1990 pour aujourd'hui être largement englobés dans le terme d'inadaptation sociale ou encore de « vulnérabilité » une notion plus horizontale. L'évolution des mots choisis traduit l'évolution des politiques publiques et la volonté de renouveler le regard porté sur la fragilité. Aujourd'hui alors que la notion de progrès est devenue obsolète et que l'État social est à bout de souffle, des voix s'élèvent pour une redéfinition de l'entraide à l'aune d'un monde économiquement globalisé. Ainsi à Villeurbanne plusieurs projets tentent de nouvelles réponses à ces problématiques complexes, tel que le programme « Territoire zéro chômeur de longue durée » et la création de l'entreprise Emerjean accompagnée par la Ville et ATD Quart-monde dans le quartier Saint-Jean.



Slogan de la Ville de Villeurbanne, années 2000

Liberté, égalité, hospitalité

La fraternité, un principe constitutionnel

Le vendredi 6 juillet 2018, les « Sages » du Conseil constitutionnel ont réaffirmé la fraternité comme principe constitutionnel, au nom de l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'homme et en référence au préambule de la Constitution et de son article 72-3. « Il découle de ce principe la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national », affirme le Conseil constitutionnel qui demande au législateur d'assurer la conciliation entre le principe de fraternité et la sauvegarde de l'ordre public, principe à valeur constitutionnelle également et qui motive la lutte contre l'immigration illégale. Cette décision ne conduit donc pas pour autant à une véritable transformation politique qui permette de façon effective la reconnaissance d'un sentiment politique de commune humanité.

Face au durcissement des politiques gouvernementales nationales et européennes actuelles qui excluent à l'extérieur et à l'intérieur même des frontières, sanctionnent et criminalisent la solidarité, l'hospitalité devient une préoccupation citoyenne locale visant à mieux traiter l'arrivée des exilés sur le territoire. L'hospitalité devient à la fois un acte politique et un acte juridique : ouvrir et consolider des espaces communs d'échange et de compréhension interculturelle, garantir à chacune des personnes migrantes le respect de ses droits fondamentaux. Et si les expressions locales de l'hospitalité à l'image des « villes accueillantes » révélaient un processus nouveau d'engagement en ce sens ?

La sociologue Anne Gotman précise que la notion d'hospitalité « permet à des individus et des familles de lieux différents, de faire société, de se loger, et de se rendre des services mutuellement et réciproquement, cela implique des pratiques de sociabilité, des aides et des services qui facilitent l'accès aux ressources locales et l'engagement des liens allant au-delà de l'interaction immédiate, seuls à même d'assurer la réciprocité ». Dès lors, dans ce contexte de politiques migratoires européennes de fermeture, de sécurité et d'une gestion d'urgence, certaines villes ont fait le choix d'accueillir en garantissant au niveau local des conditions d'accueil décentes

pour ceux et celles venus chercher refuge en Europe. C'est bien à l'échelle locale que se concrétisent les formes d'accueil et de cohabitation, que la citoyenneté se dessine autrement grâce à des pratiques concrètes d'inclusion. C'est donc à ce niveau et dans cet espace de réciprocité que permet l'hospitalité que semblent se jouer de nouvelles transformations politiques et démocratiques, à travers la mise en œuvre d'une action collective autour de l'accueil.

Les pouvoirs publics locaux, ainsi que la société civile largement mobilisée mettent en lumière de nouvelles capacités

d'agir non sans difficulté dans un travail permanent de coordination, de négociation, voire parfois de confrontation entre tous les acteurs impliqués dans cet accueil. La Ville de Villeurbanne a récemment engagé une telle réflexion pour répondre aux enjeux nouveaux de l'accueil dans la continuité de son histoire multiculturelle.



Les étrangers ont souvent subi des conditions précaires de logement, comme en témoigne cette image de 1932 du quartier des Poulettes qui a accueilli de nombreux travailleurs espagnols et italiens, c'est pourtant à proximité de cet endroit que se trouve aujourd'hui une « rue des Bienvenus »
Jules Sylvestre, AMV – Le Rize